Pénurie de main-d'oeuvre qualifiée aux États-Unis

000

(

D

O TO

OP O

TO THE

A 200

5 P. (1)

and the

Ce n'est pas uniquement dans les secteurs de la haute technologie qu'il y a des pénuries de maind'oeuvre aux États-Unis. Selon les résultats d'une enquête qu'elle a récemment réalisée auprès de 4 300 cadres sur leurs plans d'embauche, la firme de recrutement américaine Management Recruitment International (MRI) a constaté qu'il continuera d'y avoir une demande de cadres intermédiaires et supérieurs et de personnes exerçant des professions libérales dans presque toutes les grandes industries au cours de la première moitié de 1998. D'après une autre enquête récente menée par la National Association of Manufacturers (NAM) et la firme Grant Thornton LLP auprès de 4 500 entreprises américaines de fabrication de toutes les tailles, 88 % d'entre elles ont indiqué une pénurie de maind'oeuvre qualifiée dans au moins une catégorie d'emploi. De plus, 60 % de ces entreprises ont affirmé que leur main-d'oeuvre actuelle ne possède pas les connaissances mathématiques de base et plus de la moitié (55 %) ont déclaré que leurs employés éprouvent de sérieux problèmes de rédaction et de compréhension. Il est, entre autres, troublant de constater que des travailleurs aux États-Unis ne possèdent pas les aptitudes professionnelles de base, comme celle d'arriver au travail à l'heure et de compléter leur journée de travail (63 %) et que les lacunes au niveau des compétences rendent difficile l'accroissement de la productivité (37 %) et la mise à niveau de la technologie (36 %). Pour accroître les compétences de leurs employés, près de 96 % des fabricants offrent des cours et de la formation à leurs employés à salaire horaire et 47 % d'entre eux consacrent 2 % ou plus des coûts salariaux à la formation de leurs ouvriers et autres employés à salaire horaire.

Par rapport aux résultats de l'enquête réalisée en 1991 par la NAM, qui révélaient que les sociétés membres consacraient en moyenne moins de 0,5 % des coûts salariaux à la formation, ce pourcentage est sensiblement plus élevé. Avec un taux de chômage aux États-Unis qui n'a jamais été aussi bas depuis 24 ans (taux désaisonnalisé de 4,7 % en octobre 1997 — le niveau le plus faible depuis 1973) et la hausse des emplois dans le secteur de la fabrication (la moitié des gains ont été enregistrés dans le secteur de la machinerie industrielle et du matériel de transport) — la meilleure performance depuis sept ans — on craint que la croissance économique soutenue aux États-Unis puisse intensifier encore plus la pression sur l'offre et les coûts de maind'oeuvre. Vu que le taux de chômage au Canada est au moins deux fois plus élevé que celui des États-

Unis, le moment est peut-être propice de montrer que le bassin de la population active en chômage au Canada présente, dans une certaine mesure, l'éventail de compétences et les caractéristiques qui font actuellement défaut aux États-Unis, ou du moins montrer que les lacunes au niveau des compétences de base sont moins graves au Canada (il y a un fort pourcentage de sans-emploi qui ont un diplôme d'études secondaires). La main-d'oeuvre canadienne est de plus réputée pour son faible taux d'absentéisme et de roulement.

Réorientation et amélioration du programme aux États-Unis

Reconnaissant que l'investissement étranger direct, les transferts de technologie, les partenariats et les alliances stratégiques peuvent procurer aux PME canadiennes le savoir-faire, les technologies de pointe, les procédés de fabrication, le capital de risque et les partenaires étrangers nécessaires pour se développer, les missions canadiennes aux États-Unis ont, ces dernières années, mis l'accent sur la promotion des investissements. En outre, l'investissement étranger à fort coefficient de connaissances débouche très souvent sur la création d'emplois de qualité et mieux rémunérés, la formation de main-d'oeuvre, la commercialisation améliorée de la technologie et des innovations canadiennes, l'expansion industrielle, la hausse de la productivité et des exportations, l'impartide la R-D et autres formes d'approvisionnement auprès des fournisseurs canadiens de produits et services.

Programme actuel

Au moyen du Programme de développement des investissements (PDI), les missions canadiennes aux États-Unis avaient, ces trois dernières années, pour objectifs « de maximiser les possibilités d'investissement pour l'industrie canadienne en fusionnant les programmes fédéraux de commerce, d'investissement et de technologie et en axant leurs efforts sur les secteurs prioritaires sur leur territoire qui offrent le plus grand nombre de possibilités d'investissement et de formation de partenariats aux PME canadiennes où le savoir joue un grand rôle».

Les secteurs prioritaires auxquels s'appliquait à l'origine le PDI étaient les technologies de l'information, l'environnement, les produits et services de santé et la biotechnologie. Au nombre des secteurs depuis peu visés par le DPI, il y a les appareils médicaux, les semiconducteurs, le multimédia,